



**INSTITUT POUR LA GOUVERNANCE ET
L'EDUCATION ELECTORALE « I.G.E »**
ONG d'Education Civique et Electorale
Coordination provinciale du Sud-Kivu
Tel : +243 999 54 23 23
+243 85 1 69 22 11
E.mail : patrice.lwabaguma@gmail.com
igesk@gmail.com

RAPPORT DE MISSION

CONSULTATIONS COMMUNAUTAIRES SUR LES BESOINS D'UTILISATION DE L'OUTIL MSAT POUR LE DIALOGUE CONSTRUCTIF AUTOUR DE L'EXPLOITATION MINIERE

LIEU : MWENGA

PERIODE : DU 10 AU 14 NOVEMBRE 2021

Contexte de la mission :

Cette mission de consultation, se réalise dans un contexte de conflit entre les entreprises chinoises et les communautés locales du territoire de Mwenga en général. L'attente de la communauté est de voir ces entreprises se conformer au Code Minier à travers le dialogue pour l'élaboration d'un cahier de charge des communautés.

Les populations vivent difficilement malgré les potentialités de l'exploitation de l'or dans ce territoire de la province du Sud Kivu. **Signalons en passant que les besoins sont énormes à propos de la demande de mise en place du cadre de dialogue entre la population et les entreprises, moyennant l'outil que IGE devra proposer aux parties prenantes.**

Déroulement :

Nous sommes arrivés à Mwenga en passant par une route impraticable avec plus de 20 barrières des militaires et de policiers de circulation routière. Sur chaque barrière, les passagers doivent payer 1 500FC. Nous sommes arrivés à Mwenga et les communautés de Mwenga nous ont suppliés d'aller jusqu'à Kitutu malgré les moyens financiers limités. Malgré cette situation, les membres de la Mission se sont concentrés sur ce focus groupe afin d'avoir des informations fiables pour réaliser les objectifs du Projet.

1. Introduction :

L'équipe de la mission était composée de deux personnes dont Madame Viviane SEBAHIRE, Madame membre de l'IGE et Patrice LWABAGUMA, Coordinateur de l'IGE. Pendant deux jours, les deux experts avaient au départ élaboré un questionnaire d'enquête. Après harmonisation avec les autres collègues de l'IGE, le questionnaire ci-après a été retenu pour cette consultation. Voici les questions retenues :

1. Comment est la cohabitation entre la population et les entreprises minières dans votre territoire de Mwenga
2. Y a-t-il un dialogue avec ces entreprises/coopératives minières ?
3. Quel outil ou instrument que vous utilisez pour le dialogue ?
4. Si non, est ce que IGE, peut vous former et vous aider à implémenter une méthodologie de dialogue sur base d'un outil qui vous aidera désormais à discuter en partenaires ?
5. Si oui comment pensez-vous que nous allons y parvenir afin de privilégier le dialogue pour une exploitation artisanale apaisée et sans violences ?
6. Quelles sont vos suggestions pour éviter des graves violations de droits humains dans l'exploitation artisanale des Minerais dans le territoire de Mwenga ?

Après cet exercice, nous avons décidé d'utiliser l'approche de « Focus Group » afin d'avoir des éléments des groupes sociaux à la base, étant donné que nous n'étions capables de rencontrer toute la population. Ainsi le groupe cible ci-après a été retenu pour notre entretien à savoir :

- Focus groupe avec la société civile toute tendance confondue de la ville de Kamituga et au territoire de Mwenga centre ;
- Focus groupe avec les jeunes ;
- Focus groupe avec les femmes ;
- Focus Groupe avec les confessions religieuses ;
- Les syndicats ;
- Rencontre avec le Maire de la ville de Kamituga.

Après ce travail préliminaire, l'équipe est partie sur le terrain dans le territoire de Mwenga en commençant par la ville de Kamituga, Kitutu, Mwenga centre du 10 au 17 Novembre 2021. En arrivant à Kamituga l'après-midi, les membres de la mission se sont mis directement à l'œuvre avec les groupes cibles sélectionnés.

I. Focus groupe avec la société civile toute tendance confondue (Société civile du Sud Kivu SC SK, la nouvelle société civile NS, la nouvelle dynamique de la Société Civile NDYSI, les mouvements de la Société civile MSCO) de Kamituga

Après une brève présentation de l'équipe, et la présentation des participants selon leurs qualités respectives, nous avons fait une brève introduction de l'objet de notre mission avant de passer à la série des questions.



1. Comment est la cohabitation entre la population et les entreprises minières dans votre territoire de Mwenga ?

Les anciennes Entreprises qui étaient installées ici, respectaient les peuples ; c'est pour quoi vous trouvez de l'électricité, de l'eau, des infrastructures routières routes et des maisons ; donc même si nous étions absents mais il y avait une collaboration entre la population et ces entreprises. Mais depuis l'arrivée de Banro ici, cette collaboration est terminée car la société Banro voulait exploiter le peuple et les minerais sans tenir compte du cahier de charge de la communauté.

Nous n'avons pas de collaboration avec ces entreprises surtout les entreprises chinoises qui sont venues s'installer ici chez nous dans le territoire de Mwenga comme des envahisseurs. Ils détruisent notre environnement, les champs, les parcelles des paisibles populations, les habitations, les étangs piscicoles, les palmiers à l'huile sans une indemnisation au préalable. Nous voulons signaler ici qu'il n'existe pas de dialogue entre la communauté et les entreprises chinoises même aussi actuellement avec Banro ; car ils ont cédé leurs entreprises aux Chinois (actif et passif) qui eux aussi n'ouvrent pas l'espace de dialogue. Nous savons comme acteurs de la Société Civile que c'est en dialoguant que les gens trouvent de solutions aux problèmes mais les entreprises chinoises, au lieu de procéder aux dialogues, ils rencontrent les autorités et après ils viennent avec les militaires afin de s'imposer dans les communautés de Mwenga.

Nous sommes au courant que les Chinois ont des documents légaux pour exploiter les minerais et cela par le truchement du Gouvernement central. Les Chinois utilisent les coopératives minières fictives et illégales pour exploiter. Quand il y a soulèvement entre la population et les Chinois, ces coopératives apparaissent, mais quand ils viennent elles sont non apparentes.

Une seule chose de nos revendications, c'est le respect du Code Minier en vigueur en RD Congo. Nous voudrions signaler une chose spécifique chez Banron qui frise le dialogue, c'est l'utilisation de JKK (une police était formé comme des militaire appel Joseph Kabila Kabange) qui commettent des exactions des violations de droit de l'homme dans le territoire de Mwenga.

2. Est-ce que vous dialoguez avec ces entreprises/coopératives minières qui travaillent ici ?

Pour certains, le dialogue existe mais ce dialogue n'est pas franc entre les parties prenantes. Le grand problème, c'est le non-respect des cahiers de charge des communautés par les entreprises. Nous nous convenons de faire l'une ou l'autre chose mais au finish, ils ne réalisent rien mais entretemps ils pillent notre sous-sol. Nous devons dire ici que notre Gouvernement nous met en confusion avec les entreprises. Comment se fait-il qu'un Chinois peut se retrouver à Mwenga sans l'autorisation du Gouvernement ? Comment une Entreprise peut déplacer les engins lourds de Bukavu à Mwenga sans l'autorisation du Gouvernement ? A l'époque de l'Etat de KALIMOTO, nous avons passé plusieurs mois sans routes, nous avons souffert mais avec une forte pression sur le gouvernement, un espace de dialogue était ouvert entre les Chinois, le Gouvernement et la Société Civile dans toute sa diversité, les notables et dans cette réunion la Société Civile avait mis pression sur le Gouverneur et une solution de la réhabilitation de la Route a été trouvée immédiatement. Nous sommes au courant que c'est l'ORC et BM (Bluewant Minarals) qui ont réhabilité la route depuis l'endroit appelée 'Mise en Garde' jusqu'à PK40-KITUTU.

Nous voulons signaler ici que la Société Civile dans sa pluralité avait effectué une descente à Kabonge là où l'ORC exploitait ; suite à notre descente et la dénonciation de

la présence des Militaires dans l'exploitation, nous avons reçu des menaces par le commandant de la 33eme Région Militaire qui nous avait qualifiés des coupeurs de route. Depuis ces injures graves par cette autorité Militaire de notre province, nous n'avons plus continué le dialogue avec l'ORC. Nous signalons ici que nos vies sont en danger avec ces qualificatifs des coupeurs des routes par le général de la 33emerégion Militaire. Nous avons réagi à travers des interventions à la radio en démontrant que notre général nous manque du respect et nous profitons afin de féliciter le GTT Mines pour son accompagnement dans cette menace grave dont nous étions des victimes injustement.

Nous avons fait une déclaration pour exiger au Gouvernement de s'occuper de ces entreprises chinoises et la société Civile de Kitutu avait soutenu la même déclaration. Nous sommes aussi scandalisés de voir que deux mois après les enquêtes des Députés nationaux envoyés en commission sur l'exploitation illicite de l'Or dans le territoire de Mwenga ne veut pas rendre public son rapport.

3. Quel est l'outil ou instrument que vous utilisez pour le dialogue ? Oui ? ou non ?

Nous n'avons pas d'outil de dialogue que nous utilisons pour le dialogue et l'évaluation. Ce sont des échanges sans un outil professionnel

4. Si Non, est ce qu'IGE peut vous former et vous aider à implémenter une méthodologie de dialogue sur base d'un outil qui vous aidera désormais avoir un cadre de dialogue sur base de cet outil ?

Nous sommes disposés à travailler avec IGE pour produire l'outil qui devra désormais nous guider dans les dialogues et les évaluations avec les entreprises et les coopératives Minières afin de réduire les violences entre les communautés et les investisseurs, à une seule condition que l'outil soit consensuel avec toutes les sociétés Civiles du territoire de Mwenga, celle de Kitutu, Kaboge, Mitobo, Sugulu, Kibe, Lugushwa, bassin d'Elila. Ensuite que l'outil d'évaluation et de rapportage du dialogue soit impartial.

NB : Actuellement nous avons un problème à Kamituga le fait que nous vivons de l'artisanat Minier mais la majorité des creuseurs ne sont dans les coopératives Minière afin de se conforme au Code Minier. Nous demandons aussi une facilitation entre la Société Civile et les creuseurs afin de le sensibiliser à adhérer aux coopératives pour se conformer au Code Minier. Mais aussi connaitre les causes de non-adhésion des creuseurs aux coopératives. Sensibiliser que chaque coopérative intègre la part de la population dans les signatures des contrats avec ces partenaires.

Nous proposons aussi d'ouvrir un espace de dialogue et de l'évaluation entre la Société Civile et les Entreprises et cela tenant compte du respect des droits humains.

5. Si oui comment pensez-vous que nous allons y parvenir afin finalement de privilégier le dialogue pour une exploitation artisanale apaisée sans violence ?

Organisation des ateliers de formations sur l'outil en faveur des communautés (société Civile, et les coopératives et cela en formation séparée) des formations décentralisées

1. Niveau Urbain,
2. Niveau territorial
3. Kitutu

4. Lugushwa

5. Quelles sont vos suggestions pour éviter des graves violations des droits humains dans l'exploitation artisanale des Minerais dans le territoire de Mwenga ?

- Entreprendre un dialogue permanent avec le commandant de la 33eme région Militaire de FARDC pour endiguer la présence des militaires dans les sites Miniers de Mwenga.
- Apprendre aux populations le processus de la traçabilité des Minerais,
- Amener le Gouvernement à tracer les minerais afin d'éviter la fraude de l'Or à Mwenga,
- Avoir une usine de traitement de l'or à Mwenga,
- Formation des CLS et CTS sur l'outil,
- Formation des chefs de chefferies et de secteurs afin de le doter de capacités de négociation avec les entreprises pour mieux conduire les communautés à l'élaboration du Cahier de Charge,
- Accompagner les communautés et les entreprises dans l'élaboration des cahiers de charge,
- Mettre en œuvre l'outil d'évaluation et dialogue entre les investisseurs et la communauté locale.
- Que le Gouvernement laisse les Chinois et la population procéder à un dialogue et nous trouverons des solutions durables à nos problèmes.
- Respecter le processus d'indemnisation sans intimidation,

En conclusion, nous voulons dire que la Société Civile est disposée à collaborer avec les entreprises mais que les acteurs politiques ne torpillent pas le processus.

LISTE DES PARTICIPANTS DANS LA REUNION AVEC LA SOCIETE CIVILE TOUTE TENDANCE CONFONDUE

N°	NOMS ET POSTNOMS	ORGANISATION	NUMERO TELEPHONE
1	Wilondja Franscisco	NDSI KAMITUGA	+243 970501310
2	Madame BILILA Mazambi	Nouvelle société Civile Congolaise	+243 972064384
3	MUKAMBA Mwanga	Président Mwengea	+243 971284557
4	MUKAMBA LUKEKA	Société Civile Urbaine de Kamituga	+243 995935610
5	Lucky MUKAMBA Muyengo	Composante développement de la Société Civile du Sud Kivu Kamituga	+243 993189896

II. Rencontre avec la délégation des jeunes de Kamituga

- 1. Comment vous vivez avec les entreprises ? Ici dans votre territoire de Mwenga**
Nous les jeunes, nous n'avons aucune relation avec les entreprises, ni avec les coopératives Minières. Ils ne tiennent pas compte de la Main d'œuvre sauf pour les travaux lourds ; parfois. Non-respect de cahier de charge de la population à cause de la mauvaise gouvernance dans notre pays.
- 2. Est-ce que vous dialoguez avec ces entreprises/coopératives minières qui travaillent ici ?**
Pas de dialogue entre eux et les jeunes de Kamituga et aussi avec tous les jeunes du territoire de Mwenga. Certaines coopératives dialoguent avec les jeunes et les communautés locales.
- 3. Quel est l'outil ou instrument que vous utilisez pour dialoguer ? Oui ? ou non ?**
Nous avons signalé qu'aucun processus de dialogue et d'évaluation existe entre nous les entreprises ce que veut dire l'outil de nos entretiens ne peut pas aussi exister. Mais avec les coopératives aussi nous n'avons pas d'outil pour cela avec lesquelles nous échangeons.
- 4. Si Non, est ce qu'IGE, peut vous former et vous aider à implémenter une méthodologie de dialogue sur base d'un outil qui vous aidera désormais avoir un cadre de dialogue sur base de cet outil ?**
OUI, c'est notre souhait d'ailleurs nous voudrions un cadre mixte permanent de dialogue entre la société Civile, les jeunes, les autorités et les entreprises afin d'éviter chaque jour les manifestations qui parfois produisent la mort des jeunes ici à Kamituga et pourtant nous y gagnons rien du tout.
- 5. Si oui comment pensez-vous que nous allons y parvenir afin finalement de privilégier le dialogue pour une exploitation artisanale apaisée, sans violence ?**
Formation sur l'outil et la sensibilisation de toute la communauté locale sur cet outil salubre pour notre territoire.
- 6. Quelles sont vos suggestions pour éviter les graves violations de droits humains dans l'exploitation artisanale des Minerais dans le territoire de Mwenga ?**
Respecter le cahier de charge de la communauté, respecter les droits des communautés locales, respecter les clauses de nos dialogues, constructions des infrastructures de base (terrain de foot, écoles, routes)

LISTE DES JEUNES PARTICIPANTS A LA REUNION

N°	NOMS ET POSTNOM	ORGANISATION	ORGANISATION
1	Fabrice ITONGWA	Etudiant	+243 74089727
2	LUBUNGA Bitumba Gustave	Parlement des jeunes	+243975707173
3	Kilongo SAMUEL	Composante jeune de la Société Civile	

III. Rencontre avec les femmes de KAMITUGA



Après une brève présentation des participants dans la réunion et l'explication de l'objet de la mission, nous avons automatiquement commencé par les échanges.

1. Comment vous vivez avec les entreprises ? Ici dans votre territoire de Mwenga ?
Nous ne vivons pas bien avec les entreprises le fait que ces derniers temps mais avant avec Bahron nous faisons semblant de vivre assemble malgré leur dribbling.

2. Est-ce que vous dialoguez avec ces entreprises/coopératives minières qui travaillent ici ?

Oui, avant nous organisons des dialogues avec la société Banro même si dans ce dialogue, elle nous avait exploités comment concrètement ? Un jour, on nous invite nous femmes à la société Banro et on nous a présenté une grande montagne déjà cultivée par tracteur en disant c'est vos champs vous allez planter les ananas et vous aurez à vendre pour afin faire des projets d'ensemble avec c'était sous l'accompagnement de Banro. Nous avons travaillé pendant un mois jours et nuits afin de labourer ce champ et avons planté des ananas. Mais à la fin Banro va cueillir les ananas et les vendre sans nous. Ensuite, on nous avait dit qu'on va construire une salle polyvalente des femmes appelée « Salle fondation Banro » était construite et les femmes de Kamituga n'en jouissent pas.

Nous vivons des situations de mal attendu entre les femmes et les responsables des puits appel PDG et surtout les femmes twangeze, le PDG engage les femmes twangeze pour piloter leurs sables et à la fin de la journée, pour payer les femmes subissent des intimidations des menaces et pourtant au début de l'affaire ils ont le dialogue. Cette situation crée de mal attendu dans les couples car une femme qui est allée travailler toute la journée et quand elle rentre mains bredouilles, le mari se fâche et cela provoque des bagarres et des incompréhensions dans nos couples à Kamituga. Nous voudrions signaler ici que le Chef de chefferie avait donné le site de détroit aux femmes pour y travailler mais actuellement, il y a un problème ; il exige 1000 000 FC aux femmes en raison de 8 000 FC congolais par femmes et pourtant actuellement, nous avons un problème de production mais il résiste et persiste en disant qu'il instruit le paiement de cette taxe à cause désordre commis pas les femmes de Kamituga. Un avorton qu'on avait trouvé dans le site Minier de Détroit et pourtant cette situation était passée dans le site Minier de BIZAZA. Nous signalons aussi une forte tracasserie contre les femmes qui font les restaurant dans les sites ou les PDG viennent et mange la nourriture de ces femmes sans payer la facture exigée. Nous observons aussi le problème de non-canalisation et quand

il plait l'eau se déverse dans les restaurants des femmes. Nous voudrions aussi dénoncer le non accès des femmes aux mines par condition de relations sexuelle forcées. Les entreprises chinoises ne dialoguent pas, elles ont un taux élevé de malades malnutris. Ces chinois utilisent des militaires.

3. Quel est l'outil ou instrument que vous utilisez pour dialogue ? Oui ? ou non ?

Nous n'avons pas d'outil mais ce sont des échanges à bâtons rompus mais permanents et parfois convoqués par les mêmes entreprises qui fixent l'ordre du jour.

4. Si Non, est-ce L'IGE, peut vous former et vous aider à implémenter une méthodologie de dialogue sur base d'un outil qui vous aidera désormais avoir un cadre de dialogue sur base de cet outil ?

Nous sommes d'accord qu'IGE nous accompagne dans un processus de la mise en route d'un outil d'évaluation et de dialogue entre les parties prenantes dans le secteur Minier dans le territoire de Mwenga. Nous voudrions même aller plus loin en demandant la mise en place d'un cadre permanent de dialogue entre la partie prenante afin de réduire les violations de droits humains et les échauffourées dans notre territoire de Mwenga.

Nous proposons l'élaboration de l'outil par IGE, et nous le proposer afin de l'adopter qui devra plus prendre soin des conflits entre les femmes et le PDG dans nos sites Miniers.

Former les femmes sur cet outil d'évaluation et de dialogue entre les communautés et les entreprises, se mettre d'accord sur le prix « twangere » quel que soit les conditions d'avoir eu quelques choses ou pas.

Accompagner la communauté sur l'élaboration de cahier des charges avec la société Minière ;

Ajouter un quota des femmes dans le comité territorial de suivi des activités minières et comité local des activités Minières en territoire de Mwenga,

5. Si oui comment pensez-vous que nous allons y parvenir afin finalement de privilégier le dialogue pour une exploitation artisanale apaisée sans violence ?

Pas de cahiers de charge des communautés, nous savons qu'un seul cahier de charge élaboré, c'était celui de Banro et qui n'était pas respecté car la société Banro n'avait pas mis en pratique en tenant compte des besoins des femmes.

6. Quelles sont vos suggestions pour éviter les graves violations des droits humains dans l'exploitation artisanale des Minerais dans le territoire de Mwenga ?

- Elaborer un outil qui prend en compte l'égalité hommes-femmes, après l'élaboration, former les parties prenantes, mettre en place un cadre mixte de dialogue et puis suivre.
- Capaciter les femmes pour avoir le pouvoir de dénoncer les abus et les violations de droits humains dont elles sont victimes dans les sites Miniers,
- Avoir des avocats pro deo afin d'accompagner les femmes en justice victimes d'abus de violations de droits humains dans les Mines.
- Sensibiliser les femmes sur le droit des femmes dans les Mines.
- Former les formateurs sur l'outil de mise en œuvre.
- Mettre en place un groupe de travail mixte sur l'outil d'orientation et dialogue dans le territoire de Mwenga.

NB : Nous les femmes de Kamituga, nous engageons à nous mettre ensemble pour être formées sur l'outil de dialogue et d'évaluation au nom de notre volonté de promouvoir le droit

de l'homme et le dialogue dans les Mines de Kamituga afin de favoriser une exploitation apaisée.

LISTE DES PRESENCES DES FEMMES DE KAMITUGA PRESENTE DANS LA REUNION.

N°	NOMS ET POSTNOMS	TELEPHONES
1	MAKIWA AGNES (Associations des femmes coutumières)	+243973673048
2	ALICE DE PAPY (AFEM)	+243 978269386
3	LUNANGA WABIWA ANTOINETTE (ASFEM et coordinatrice REMAC)	+243 997764312
4	NADINE KABUNGULU (ASFM)	+243972305501
5	ALBERTINE LUSASA (ASFEM et Coordinatrice de CREMETRAL)	+243 993471119

IV. Rencontre avec le Maire de la ville de KAMITUGA, le samedi 13 Novembre 2021

Le Maire de la ville de Kamituga a reçu en audience l'équipe de mission en consultation le samedi 13 Novembre 2021. Nous avons commencé les échanges avec la présentation de l'équipe en mission auprès du Maire de la ville de Kadutu. Prenant la parole, Patrice LWABAGUMA, a expliqué au maire l'objet de la Mission en ces termes : « *Nous sommes une délégation de IGE, nous sommes venus pour une consultation avec la population sur les mécanismes de dialogue qui existe entre les communautés et les entreprises Minières dans le territoire de Mwenga* ». Nous avons voulu vous rencontre afin de présenter nos civilités et vous informer de la volonté De l'IGE d'accompagner les communautés sur la mise en place d'un mécanisme de dialogue sur base d'un outil afin de réduire les récurrences des violences qui existent entre les communautés et les entreprises Minière dans le territoire de Mwenga. Prenant la Parole, Alexandre NGANDU KAMUNDALA, le Maire de la ville de Kamituga, il nous conduit auprès de son chargé d'études, Monsieur Jean NZILA s'est concerté avec nous sur l'économie de notre travail qui va essayer d'écouter les équipes que nous allons rencontrer dans la ville de Kamituga. Le chargé d'études de la mairie de Kamituga au nom du maire, a accueilli avec beaucoup d'énergie l'initiative de l'IGE et souhaite en tout cas que le processus démarre rapidement. **Ce cadre permanent de dialogue et d'évaluation est très nécessaire dans Mwenga pendant ce moment que nous vivons les vives tensions entre la population et les entreprises chinoises.** Il nous demandé de souligner cette phrase dans notre rapport.

LISTES DES PRESENCES DE PARTICIPANTS : REUNION AVEC LE MAIRE KAMITUGA

N°	NOMS ET POSTNOMS	ORGANISATION	FONCTION	TELEPHONE
1	Alexandre NGANDU KAMUNDALA	Mairie de ville de Kamituga	Maire de la ville	+243 978026635
2	Jean NZILA	Directeur Bureau d'Etude	Mairie de Kamituga	+243 977817777
3	Viviane SEBAHIRE	IGE	Membre	
4	Patrice Iwabaguma	IGE	Coordinateur	+243 999542323

V. Rencontre avec les syndicats



Après une brève présentation entre les syndicalistes et les membres de la mission, nous avons directement commencé nos échanges autour des questions.

1. **Comment est la cohabitation entre vous et les entreprises ? Ici dans votre territoire de Mwenga**

Nous vivons avec les entreprises comme chien et chat dans notre territoire de Mwenga ; pas de collaboration, pas de dialogue, mais chaque jours des violences entre les communautés et la population.

2. **Est-ce que vous dialoguez avec ces entreprises/coopératives minières qui travaillent ici ?**

Non, nous n'avons jamais été associés pour un dialogue entre les communautés et les entreprises. Mais le souhait de la population c'est de dialoguer car le dialogue peut résoudre beaucoup de problèmes.

3. **Quel est l'outil ou instrument que vous utilisez pour dialoguer ? Oui ? ou non ?**

Nous n'avons pas d'outil, le fait que nous ne dialoguons pas entre nous avec les entreprises.

4. **Si Non, est ce que L'IGE, peut vous former et vous aider à implémenter une méthodologie de dialogue sur base d'un outil qui vous aidera désormais avoir un cadre de dialogue sur base de cet outil ?**

Nous félicitons votre initiative, il est salubre pour notre territoire ; dans notre territoire, nous avons beaucoup de jeunes qui méritent un soutien pour sa croissance et votre initiative d'aider la population par un processus de dialogue et d'évaluation aidera à un rapprochement avec les investisseurs au sein de Mwenga. Ce mécanisme sera un grand atout pour le développement local de Mwenga donc nous sommes disposés comme syndicaliste. Nous vous prions de ne pas rester sur les entretiens seulement mais de bien vouloir développer des actions concrètes de la mise en œuvre afin de mettre en place un cadre permanent de dialogue d'évaluation sur base d'un outil pour réduire les violences persistantes entre les communautés et les entreprises surtout les Chinois. Il est aussi souhaitable d'entamer ces discussions entre vous-mêmes et les autorités militaires qui sont utilisés par les Chinois actuellement.

Avoir un cadre permanent de dialogue et aussi avec un suivi des cas par l'IGE pour que ce mécanisme qui commence par Mwenga soit partagé dans tous les territoires de la province du Sud Kivu.

5. **Si oui comment pensez-vous que nous allons y parvenir afin finalement de privilégier le dialogue pour une exploitation artisanale apaisée sans violence ?**

- Sensibilisation des couches sociales,
- Formation des parties prenantes (entreprises, autorités, policier, l'armée qui sont toujours utilisées pas les Chinois
- Mettre en place un groupe de travail sur le dialogue et l'évaluation entre les communautés et les entreprises dans Mwenga

LISTE DES PRESENCES PARTICIPANTS A LA REUNION AVEC LES SYNDICALISTES

N°	NOMS ET POSTNOMS	ORGANISATION	FONCTION	TELEPHONE
1	LUSAGILA KASUKU Luc	Syndicat des enseignants des écoles protestant « SYNEP »	Président territorial de Mwenga	+243974348538
2	AMANI HERADI Gentil	Syndicat des enseignants du Congo « SYECO »	Président territorial	+24399367063

VI. Rencontre avec les creuseurs dans le site Miniers de Detroit :

Dimanche le 14 Novembre 2021, les membres de la Mission ce sont rendu au site Minier de Détroit afin de consulter les creuseurs homme femme. Cette rencontre consistait essentiellement à comprendre le climat de travail entre le PDG, chef de puits et les creuseurs artisanaux. Mais aussi savoir si le un cadre de dialogue existe entre les coopératives et les creuseurs.

Nous avons constaté que la plupart des creuseurs ne sont pas dans les coopératives Minière seul le PDG sont membres de Coopératives ce qui est violation du code Minier. Nous avons constaté aussi qu'ils collaborent seulement avec le chef de puits qui à son tour, n'a pas besoin de dialogue avec les creuseurs mais il reçoit seulement rapport du travail journalier. Ils se réunissent régulièrement pour recevoir les injonctions du PDG mais pas pour un dialogue.

Les creuseurs soulignent qu'ils dialoguent avec le PDG chef de puits mais pas pour échanger sur leurs situations mais pour donner rapport au chef de puits de l'exploitation artisanale journalière ou hebdomadairement.

Les creuseurs soulignent qu'ils se soutiennent mutuellement pendant les périodes de bonheur comme de douleurs dans leurs vies. Mais signalons qu'actuellement nous connaissons beaucoup de baisses de la production, ce travail mérite une activité connexe afin de soutenir nos besoins en famille.

Dans les besoins exprimés, les creuseurs émettent les vœux d'être formé en code Minier et ils demandent la vulgarisation du code. Comme suggestion, c'est développer des AGR à notre faveur afin de nous permettre d'avoir des activités connexes à l'exploitation Minière dans le territoire de Mwenga. Nous souffrons avec le manque de compresseurs d'air dans le puits ce qui fait la plupart d'entre nous souffrent déjà de la tuberculose et d'autre maladies respiratoires.

LISTE DES PRESENCES DES CREUSEURS A LA REUNION

N°	NOMS ET POST NOMS	SITE	TELEPHONES
1	BEZO BIGAJI	DETROIS	+243 997336992

2	WILONDJA BULAKOMBE	DETROIS	+243 975997275
3	FARAJA KIKOMBE	DETROIS	+243978137982
4	IMATA MBILIZI	DETROIS	+243 973027619
5	KIBUKILA DOMIANO	DETROIS	+243 974372092

VII. Rencontre avec le curé de la paroisse de Mwenga centre

Après la présentation de l'objet de la mission auprès du curé de la paroisse de Mwenga, nous avons directement commencé avec lui les entretiens sur base de notre guide d'entretien.

1. Comment vous cohabitez avec les entreprises ? Ici dans votre territoire de Mwenga ?

Nous vivons avec les entreprises à Mwenga comme chien et chat car de leur arrivée ici, ils s'adressent seulement au pouvoir public et négligent la communauté.

2. Est-ce que vous dialoguez avec ces entreprises/coopératives minières qui travaillent ici ?

Le dialogue entre les entreprises et les communautés de Mwenga n'existe pas. C'est la raison pour laquelle nous vivons des scènes des violences.

3. Quel est l'outil ou instrument que vous utilisez pour dialoguer ? Oui ? Ou non

La réaction à cette question est simple si les communautés et les entreprises ne dialoguent pas donc ils n'ont pas d'outil de dialogue.

4. Si Non, est ce que l'IGE, peut vous former et vous aider à implémenter une méthodologie de dialogue sur base d'un outil qui vous aidera désormais avoir un cadre de dialogue sur base de cet outil ?

Oui, je soutiens que l'IGE développe un outil d'évaluation et de dialogue consensuel entre les parties prenantes afin de permettre qu'à la place des violences, les communautés et les entreprises arrivent à se mettre d'accord sur l'élaboration et l'application des cahiers de charge en faveur des communautés et de la paix. Les violations des droits de l'homme sont enregistrées le fait que les populations sont oubliées et pourtant vous le savez que tout projet sans la population est contre la population. Je donne un exemple il y avait des violations de droits de l'homme à Kilembwe entre Banro et les communautés, Banro s'est engagé à réhabiliter la route de Kilembwe sur demande de la communauté aujourd'hui la vie est rose entre Banro et la population.

5. Si oui comment pensez-vous que nous allons y parvenir afin finalement de privilégier le dialogue pour une exploitation artisanale apaisée sans violence ?

D'abord il faut ramener l'Etat à respecter les besoins de la communauté, le fait que toutes les violations des droits humains dont nous sommes victimes par les Chinois, c'est à cause d'eux. Donc il faudra entamer un processus de dialogue avec l'Etat pour qu'il tienne compte dans la signature des contrats avec les Chinois du besoin de la communauté à mettre dans un cahier des charges. Nous voulons bien la présence des investisseurs dans la zone mais nous fustigeons l'égoïsme du Gouvernement Congolais. Je vous annonce que Banro à commencer la route de Kilembwe c'est pour le bien de la population de Salamabila qui maintenant, elle a la nourriture, les prix des biens de la première nécessité sont revus à la baisse. Nous attendons vite les activités de SOFEDI pour nous amener

dans le schéma de Salamabila. Ce rapprochement entre les entreprises Chinoises et les communautés locales doit commencer par les autorités locales.

LISTE DES PRESENCES A LA REUNION AVEC LE CURE DE LA PAROISSE DE MWENGA

N°	NOMS ET POSTNOMS	STRUCTURE	TELEPHONE
1	Abbe Jean MASARO	Cure de la paroisse de Mwenga	+243 971164260
2	Patrice Iwabaguma	Coordinateur de l'IGE	
3	Viviane SEBAHIRE	Membre de l'IGE	

VIII. Rencontre avec la Société civile territoriale de Mwenga à Mwenga centre



1. L'expérience de Mwenga dans les Mines n'est pas nouvelle. Nous pouvons citer Cobelmine, Sakima et bien d'autres entreprises. Nous supposons qu'avec ces derniers, le dialogue existait. Ce dernier temps, on observe une floraison des entreprises chinoises qui sont arrivées qui s'entretiennent seulement avec le chef de chefferie sans tenir compte de la communauté. Pas de dialogue entre la population et ces entreprises ; les Chinois s'imposent sur les concessions de paisibles citoyens ; nous pouvons assimiler cela au Néocolonialisme. Pas de cohésion sociale, pas de dialogue, pas d'harmonie entre eux et la population. Notre territoire compte 5 chefferies et 1 secteur , les Chinois sont présents dans toutes les Chefferies. Nous ne pouvons pas parler des investisseurs mais des envahisseurs donc en conclusion nous vivons comme chien et chat.
2. Non, pas de dialogue, les choses qui commencent mal se terminent mal. Quelqu'un entre dans votre maison sans vous dire bonjour et il veut vous priver de toute votre terre et votre richesse sans aucune forme de procès. Nous communautés, nous sommes disposés au dialogue mais les entreprises ne veulent pas. Nous voulons signaler ici que notre Gouvernement limite notre dialogue avec les entreprises chinoises. Le Gouvernement autorise l'installation de CTS, de CLS mais quand il envoie les entreprises, ils leur dote des Militaires armés jusqu'à la dent qui frustreront la population. Comment allez-vous dialoguer avec une population que vous avez déjà frustrée ?
3. Pas d'outil de dialogue le fait que le dialogue n'existe pas.
4. Oui car c'est notre besoin, c'est genre des idées et des outils dont nous avons besoin.

5. Nous sommes à Mwenga, 5 chefferies et 1 secteur nous souhaitons une approche qui commence par la base le fait que quand on n'a pas d'acteurs efficaces au niveau des entités territoriales décentralisées, ils peuvent commencer le dialogue à partir de là et éviter les violences devenues récurrentes au sein de Mwenga. Nous souhaitons tout de même avoir aussi un cadre de dialogue territorial afin de suivre ce qui se passe dans les chefferies. Ce cadre territorial pourra jouer un rôle de médiateur en cas de résistance dans la chefferie en cas de non-conciliation. Avec Bahro dans le Basile, il y avait un cadre entre les communautés et bahron.

- 6.
- Interroge le code
 - Faire respecter le code Minier
 - Ramener les investisseurs à respecter le code Minier
 - Renforcement des capacités et pour y parvenir il faut une forte sensibilisation,
 - Demande au Gouvernement de ne pas se comporter comme prédateur en faveur de sa propre population en utilisant l'armée mais d'être toujours à cote d'eux.
 - Sensibiliser la population à travers les medias locaux

LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION AVEC LA SOCIETE CIVILE DU TERRIROIRE DE MWENGA

N°	NOMS ET POSTNOMS	ORGANISATION	FONCTION	TELEPHONE
1	Huller ISOMBWA	Société Civile du Sud Kivu	rapporteur	+243 993426765
2	WIBUTA	Cadre de concertation de la Société Civile	Rapporteur adjoint	+243 992397979
3	TENDILONGUE Obrien	Cadre de concertation de la Société Civile	Membre	+243 978252202
4	Patrick BAYOLI	Cadre de concertation	2eme Vice-Président	+243 995918364
5	LUKEKA Lubalila	Force Vive	Membre	+243 975200896
6	Mukamba Milenge Henri	MSCO	Président	+243 993657887
7	Safi MULONGOZI Rachel	Nouvelle dynamique de la Société Civile	Trésorière	+243 976309846